

La grève générale

Autor(en): **GrosPierre, A.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **10 (1918)**

Heft 12

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383229>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La modération du programme présenté dément en outre les suggestions de la bourgeoisie criant au complot contre le Conseil fédéral. Un complot n'a jamais existé que dans l'imagination malade des rédacteurs de la grande presse romande. Son venin a exaspéré les travailleurs et apeuré la bourgeoisie et ses autorités.

Le grandiose mouvement de novembre 1918 portera d'excellents fruits; il comptera dans les annales du prolétariat suisse. *Ch. Schürch.*

P. S. Avec combien de raison, les mandataires ouvriers exposèrent-ils au Conseil fédéral les dangers d'une mobilisation en pleine épidémie de grippe. Le gouvernement fut sourd à ces injonctions, il préféra donner suite à la demande du gouvernement zurichois et à l'imbécile campagne de la presse bourgeoisie en levant des troupes contre un ennemi imaginaire.

La mort de tant de jeunes gens qui en est résultée, nous est pénible autant que celle des malheureuses victimes assassinées misérablement sur l'ordre d'un officier vaudois.

Aux victimes de l'armée, comme aux victimes de la mobilisation, nous adressons un souvenir ému. *C. S.*



La grève générale

Elle a été pour tout le pays un événement énorme, mais pour un monde aussi bouleversé que le nôtre, elle était un incident.

Décidément tout est relatif.

On aurait tort toutefois, en remontant à ses causes, de les limiter à des faits aussi superficiels que la célébration de l'anniversaire de la Révolution russe qui semble être le point de départ de la provocation gouvernementale, ou, l'intervention du Conseil d'Etat zurichois se mettant sous la sauvegarde de l'armée pour se soustraire à un soi-disant complot.

Non, le prolétariat suisse souffrant de toutes sortes de privations et de mille difficultés dans sa vie, se heurta le plus souvent à des résistances de mauvais aloi, cela autant pour le côté économique que politique de son existence.

Il se sentait de plus en plus emporté par le désir de se libérer d'un fardeau pesant sur ses épaules depuis quatre ans comme une chape de plomb.

Enfin, la guerre, avec toutes ses horreurs, malgré l'habitude qu'en prend la nature humaine, a provoqué une certaine dépression morale, qui accentuait encore les autres souffrances. Tout cela, amassé, alimentait chez l'individu le ressentiment qui allume les foules et peut se résumer par cette phrase lapidaire souvent répétée par tous: C'en est assez!

Il fallait peu de chose dans ces conditions pour faire déborder le vase trop rempli déjà. L'envoi des troupes à Zurich allait en donner l'occasion. La grève du 9 novembre n'avait d'autre but que de protester contre cette malencontreuse mobilisation. Le Conseil fédéral, au lieu de comprendre cette pressante demande de la classe ouvrière, répondit par une plus grande levée de troupes et l'en mobilisa de chaque côté.

Le gouvernement contre un complot qu'il n'a pas découvert encore; et, le prolétariat, contre un gouvernement qui le provoquait aussi directement.

A l'heure présente, personne ne pourrait expliquer les motifs de la mobilisation, tandis que les revendications présentées au nom de la classe ouvrière ont dû être reconnues par tous comme étant très légitimes.

Sans hésitations, on doit rejeter les causes de la grève sur notre gouvernement qui n'a pas su ou n'a pas voulu comprendre le sens pourtant si clair et si profondément touchant de la démonstration du 9 novembre.

La décision

Le prolétariat suisse ne pouvait, en face d'une situation pareille, laisser la grève générale de Zurich se terminer dans le sang sans protester encore. Il fallait agir. Convoqué d'urgence pour dimanche 10 novembre, le Comité d'action se réunit à 7 heures du soir, à Berne, dans les locaux de la F. O. M. H., et délibéra jusque tard dans la nuit.

En prenant connaissance des protestations lui arrivant de tous côtés, il avait à choisir entre une grève générale ordonnée et disciplinée ou des grèves locales donnant le spectacle du désordre et de la faiblesse.

Il n'hésita pas et se prononça pour la grève générale. Quand les événements partent d'eux-mêmes, il faut les dominer et non se laisser dépasser par eux.

La lutte

Elle devait être puissante et de courte durée. Puissante, pour qu'elle impressionne; courte, pour qu'elle porte ses fruits avant d'être terrassée.

Ah! cette solidarité des prolétaires suisses restera un fait inoubliable dans l'histoire du pays. Les plus terribles ennemis n'y penseront pas sans admiration et sans crainte. C'était là d'ailleurs son but. Quand la classe ouvrière se croise les bras, elle devient effrayante.

A ce moment on comprend qu'on ne peut vivre sans elle. Il n'en faut pas davantage pour rendre féroce la réaction.

Au Conseil national

Le parlement, convoqué d'urgence, devait fatalement devenir l'image de la bourgeoisie en fureur.

Tous les membres de la fraction socialiste, signataires du manifeste, donnèrent en plein dans la bataille. Mais les 15 mandataires présents furent écrasés par l'unanimité bruyante et pleine de colère des représentants bourgeois.

L'attirail militaire, aux abords du Palais, dans le Palais lui-même, les rendait insolents; et, c'est dans une atmosphère surchauffée, que les décisions d'étouffer le mouvement des prolétaires suisses, même dans le sang si cela était nécessaire, se prenaient dans une unanimité arrogante.

Pendant que la bourgeoisie organisait une lutte sanglante, la classe ouvrière, elle la contemplait avec un calme et une dignité de colosse vertueux, mais sans colère encore.

On admettait son programme, mais on s'insurgeait devant sa force pacifique.

Les bureaux de la F. O. M. H. occupés militairement

Il n'en fallait pas de plus pour que la force armée intervienne. Le centre de l'action, fixé dans les bureaux de la F. O. M. H., attirait l'attention du Conseil fédéral et de l'Etat-major surtout.

L'Imprimerie coopérative, la *Tagwacht* agissant encore, représentait à leurs yeux un organisme dangereux à supprimer sans délai.

Le mercredi 13, dès 6 heures et demie du matin, les dragons, sabre au clair, faisaient le carrousel aux abords des bâtiments de la Kapellenstrasse 6, empêchant la foule d'approcher, pendant que deux sections d'infanterie du bataillon 17, occupaient la maison, y compris nos bureaux.

Tout cela était accompagné de l'inévitable police secrète. Nous étions délogés, et nos communications coupées. On comprendra qu'au moment où il eût été utile de maintenir le contact avec la masse en mouvement que celle-ci s'est trouvée sans renseignements. Nous en donnons donc les raisons.

Un ultimatum

Le Conseil fédéral, appuyé si vigoureusement par les Chambres contre les représentants des salariés, adressa au Comité d'action un ultimatum lui accordant jusqu'au soir à 5 heures pour donner l'ordre de cesser la grève. Cette menace n'intimida personne. La situation s'aggravait; on touchait à la minute psychologique des responsabilités, mais aussi des résultats.

Les déclarations faites aux Chambres par le Conseil fédéral, par les groupes politiques, concernant la proportionnelle, son application, la

participation des socialistes au gouvernement, des réformes sociales et particulièrement celle de la journée de huit heures, ne laissaient aucun doute sur les effets de la grève. On sentait cette bourgeoisie rendue furieuse de ne pouvoir expliquer son attitude au sujet de réformes aussi légitimes, crier vengeance contre les auteurs de désordres constatés nulle part.

On prit alors un mot, un seul: « bolchévisme! » Toute la volonté de faire couler le sang était contenue dans ce terme: bolchévisme!

A la campagne, à l'armée, dans la bourgeoisie, on criait: bolchévisme! C'est là l'explication de la résistance furibonde et haineuse que l'on déclina passionnément contre la classe ouvrière digne et paisible dans son droit imprescriptible de ne pas travailler.

La cessation de la grève

Le Comité d'action, l'Union syndicale, la fraction socialiste au Conseil national ne pouvant accepter l'ultimatum du Conseil fédéral, avaient dans une délégation, demandé une prolongation, qui fut accordée jusqu'à minuit.

Sur toutes les consciences pesait la responsabilité de la continuation ou de la fin de la grève. Les mandataires sentaient bien que la lutte, à la suite des déclarations que nous citons plus haut, avait brisé les reins à la réaction. L'ultimatum ne posait plus qu'une question d'amour-propre. On sentait, d'autre part, que la masse ouvrière, mal informée, croirait à la défaite absolue et glorifiée par la presse bourgeoise; la décision en confirmait les apparences. Une froide analyse de la situation montra bientôt aux mandataires responsables, que la continuation de la lutte ne rapporterait aucun avantage nouveau, mais, par contre, qu'elle pourrait faire couler le sang ouvrier. Il n'y eût aucune hésitation; et, à 2 heures du matin, la dernière délégation faisait savoir que la cessation de la grève était arrêtée pour le jeudi soir à minuit.

Cette journée-là fut très mouvementée ensuite des mesures scandaleuses exécutées contre les mandataires de la classe ouvrière de la plus vieille des républiques. On n'eût pas mieux fait à Berlin sous le règne de Guillaume II.

L'ordre de cessation fut accepté par la plupart des grévistes avec un sentiment de révolte, mais quand ils eurent connaissance du résultat de cette formidable action et que pour le surplus il s'agissait de choisir entre la fin de la grève et la guerre civile, l'hésitation fit place à la conviction que l'arrêt s'imposait à cette heure même.

La fin fut aussi imposante que le commencement; la discipline montra une force en retraite, mais restée intacte.

Les victimes

Nous ne savons pas encore combien de grévistes seront victimes de ce mouvement. Cependant nous croyons que l'amnistie promise sera tenue. Dans le personnel fédéral, chez les ouvriers de l'industrie privée, les fédérations respectives interviendront dans chaque cas. Mais ceux à qui nous devons songer plus encore, c'est aux assassinés. Les troupes vaudoises ont tiré misérablement dans la foule à Granges, où les ouvriers de ce grand centre industriel accomplissaient leur devoir de solidarité. Cette action monstrueuse commise en pleine rue sur une foule tranquille, fera peser sur les officiers qui ont commandé le tir et les soldats qui ont exécuté ces ordres, une responsabilité d'autant plus lourde qu'ils ne pourront en trouver la justification.

Aux victimes de ces meurtriers patriotes, nous adressons un adieu ému. La classe ouvrière saura se montrer digne d'un aussi noble sacrifice, en songeant aux familles qu'ils laissent dans le deuil et la douleur d'avoir perdu des êtres aimés.

Conclusions

La classe ouvrière a donné le spectacle d'une force grandiose. Les salariés ont montré leur volonté d'être, leur résolution d'obtenir une place digne d'eux.

Le prolétariat suisse a montré que la vie économique dépendait de sa participation collective: que sans lui tout s'arrêtait; il a établi ses droits dans la société économique et politique. On lui a répondu *oui* sur le fond et *bolchévik* sur la forme.

Le gouvernement, l'armée, la bourgeoisie ont triomphé sur le mot, et le prolétariat sur le programme.

A. GrosPierre.

**Dictature du Prolétariat ou Démocratie**

Tel est le sujet que le camarade Charles Naine, conseiller national, vient de traiter.

Sur cette question si passionnément discutée, et en même temps si embrouillée, Charles Naine vient, par la publication d'une brochure, jeter une belle lumière.

Le sujet est envisagé au point de vue de la classe ouvrière suisse. Après la grève générale, plus que jamais, cette publication est utile. Elle donnera un sérieux appui aux militants et confirmera à la masse ouvrière ses raisons de poursuivre son organisation méthodiquement.

Mais ce dont nous sommes heureux, c'est de constater que ce travail destiné au prolétariat de notre pays démontrera que la voie de la démocratie n'a nul besoin d'être abandonnée pour arriver à ses fins. La grande clarté que Charles

Naine sait jeter sur les problèmes les plus compliqués met donc à la portée de tous un sujet de grande actualité, soit la Dictature du Prolétariat ou la Démocratie?

C'est une brochure à lire et à répandre partout à profusion. Le prix est de 60 centimes. Chacun voudra consentir à cette dépense si utile en ce moment.

L'éditeur, P. Swèsditch, parle des opinions de Charles Naine avec une considération très marquée et conclut par ces mots des plus significatifs:

« Le jugement de ce militant intrépide, qui ne s'est laissé effaroucher ni par les exigences extrêmes de l'antimilitarisme, ni par les conclusions les plus hardies de l'internationalisme, et qui demeure néanmoins perplexe devant les prouesses du régime bolchéviste, devient par cela même d'un intérêt tout particulier. »

C'est là précisément ce qu'il fallait dire et ce que les ouvriers doivent connaître. A. G.

P. S. On peut s'adresser à l'Imprimerie Populaire, à Lausanne, pour toutes les commandes. Les sections qui en désirent et qui feront bien de contribuer à cette propagande, pourront s'adresser à l'imprimerie ci-dessus, rue de Genève, 5, à Lausanne.

**Les cheminots et la grève générale**

La division des forces paraissait être jusqu'à ce jour la caractéristique des organisations des cheminots. Que cela fut préjudiciable à l'ensemble de ces groupements, c'est incontestable. Mais le conservatisme est si ancré chez l'homme qu'un changement lui paraît toujours à craindre. C'est, par exemple, avec beaucoup de peine que les fédérations des mécaniciens et des chauffeurs, qui pourtant roulent journallement ensemble, purent se décider à fusionner.

La guerre d'abord, la grève générale ensuite, semblent pousser à un rapprochement. Les difficultés de l'existence résultant de la vie chère, avaient déjà provoqué une entente pour arriver à un meilleur résultat dans les négociations avec le Conseil fédéral. Au cours de ces réunions, l'idée fut émise de concentrer leurs efforts dans une fédération unique. Un pas de plus vient d'être fait dans cette voie.

La conférence des comités centraux de l'Union ouvrière suisse, des entreprises de transport, de la société des mécaniciens, du personnel des locomotives, des gares, des manœuvres, des employés de trains et de chemins de fer régionaux, de l'Union des employés des chemins de fer et entreprises de navigation, des gardes-voies, a nommé une commission composée de deux membres de chacune de ces organisations, chargée